

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2551

[C — 2002/27641]

4 JUILLET 2002. — Décret modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 12 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont apportées les modifications suivantes :

Les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Si un établissement existant non visé par la nomenclature reprise au chapitre II du titre I^{er} de l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I^{er} et II du Règlement général pour la protection du travail, et non soumis à autorisation en vertu de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés, au décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution, au décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables et au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, est visé par la liste que le Gouvernement arrête en exécution de l'article 4, alinéa 3, l'exploitant, à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement établissant cette liste, introduit la demande de permis ou fait la déclaration requise, dans un délai de deux ans si l'établissement existant est intégré en classe 1 ou de neuf mois si l'établissement existant est intégré en classe 2 ou en classe 3.

Si un établissement existant vient à être classé ou si un établissement de classe 3 est intégré en classe 1 ou 2 à la suite d'une modification par le Gouvernement de la liste des installations et activités classées, l'exploitant, à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement modifiant cette liste, introduit la demande de permis ou fait la déclaration requise, dans un délai de deux ans si l'établissement est intégré en classe 1 ou de neuf mois si l'établissement est intégré en classe 2 ou 3.

L'exploitation peut être poursuivie pendant le délai visé aux alinéas 1^{er} et 2 et, dans le cas d'un établissement soumis à permis, jusqu'à la notification de la décision définitive portant sur la demande de permis. »

Art. 2. A l'article 20 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est inséré, après l'alinéa 2, l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'en application des articles 8, § 4, et 10 du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne, un complément d'étude ou des informations complémentaires doivent être fournis, le demandeur dispose d'un délai de dix-huit mois pour fournir le complément d'étude ou les informations complémentaires par envoi ou par remise contre récépissé. »

Art. 3. A l'article 8 sub article 170 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « et » est remplacé par les mots « et des projets qui ».

2. L'alinéa 2 du paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il détermine les projets soumis soit à étude d'incidences, soit à notice d'évaluation des incidences, le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe du présent décret. »

3. Au paragraphe 3, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o les demandes de permis relatives à des projets susceptibles

d'avoir des incidences notables sur l'environnement non visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}; ».

Art. 4. A l'article 9 sub article 170 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 2 sont abrogés.

2. Un paragraphe 3 nouveau est inséré, libellé comme suit :

« § 3. La notice d'évaluation des incidences ou l'étude d'incidences comportent au minimum les informations suivantes :

1^o une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;

2^o les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement;

3^o une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, pour y remédier;

4^o une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le demandeur et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement;

5^o un résumé non technique des points mentionnés ci-dessus.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles, lorsqu'elle est sollicitée par le demandeur, l'autorité compétente rend un avis sur les informations à fournir dans la notice d'évaluation ou dans l'étude d'incidences. »

Art. 5. A l'article 14 sub article 170 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. A l'alinéa 1^{er}, les mots « étude d'incidences » sont remplacés par les mots « évaluation des incidences sur l'environnement ».

2. Au même alinéa, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o le résumé non technique, la notice d'évaluation des incidences et l'étude d'incidences sont rendus publics; ».

3. Au même alinéa, 2^o, les mots « pour les projets soumis à étude d'incidences » sont insérés entre le mot « publique » et le mot « est ».

Art. 6. A l'article 15 sub article 170 du même décret, les mots « soit la notice d'évaluation, soit » sont insérés entre le mot « comprend » et les mots « l'étude ».

Art. 7. A l'article 16, § 1^{er}, sub article 170 du même décret, les mots « soit de la notice d'évaluation des incidences, soit » sont insérés entre le mot « accompagné » et les mots « l'étude », et le terme « , » est inséré entre les mots « d'incidences » et les mots « et des informations ».

Art. 8. A l'article 170 du même décret, les termes « Titre III – Les études d'incidences sur l'environnement » sont supprimés, et les titres IV et V deviennent respectivement les titres III et IV.

Art. 9. A l'article 177 du même décret, les mots « à l'article 41 » sont remplacés par les mots « aux articles 40, 41 et 95 ».

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur en même temps que le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 361 (2001-2002) N°s 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique 26 juin 2002.

Discussion - Vote.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2551

[C – 2002/27641]

4. JULI 2002 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 12 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

Die Absätze 1 und 2 werden durch folgende Absätze ersetzt:

«Wenn ein vorhandener Betrieb, der nicht in dem in Kapitel II des Titels I des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung angegebenen Verzeichnis erwähnt wird und der nicht einer Genehmigung gemäß dem Gesetz vom 28. Mai 1956 über die explosionsgefährlichen oder explosionsfähigen Stoffe und Gemische und über mit solchen beladenen Maschinen, dem Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, dem Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle unterliegt, von der in Durchführung des Artikels 4, Absatz 3 von der Regierung verabschiedeten Liste betroffen ist, reicht der Betreiber ab dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Aufstellung dieser Liste und innerhalb einer Frist von zwei Jahren, wenn der vorhandene Betrieb in die Klasse 1, und von neun Monaten, wenn der vorhandene Betrieb in die Klassen 2 oder 3 eingegliedert wird, den Genehmigungsantrag ein oder gibt die erforderliche Erklärung ab.

Wenn ein vorhandener Betrieb eingestuft oder ein Betrieb der Klasse 3 infolge einer Abänderung der Liste der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten durch die Regierung in die Klasse 1 oder 2 eingegliedert wird, reicht der Betreiber ab dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung dieser Liste und innerhalb einer Frist von zwei Jahren, wenn der vorhandene Betrieb in die Klasse 1, und von neun Monaten, wenn der Betrieb in die Klassen 2 oder 3 eingegliedert wird, den Genehmigungsantrag ein oder gibt die erforderliche Erklärung ab.

Der Betrieb kann während der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Frist und im Falle eines einer Genehmigung unterliegenden Betriebs bis zur Zustellung des den Genehmigungsantrag betreffenden endgültigen Beschlusses weitergeführt werden.»

Art. 2 - In Artikel 20 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird nach dem Absatz 2 folgender Absatz eingefügt:

«In Abweichung des Absatzes 2 und wenn in Anwendung der Artikel 8, § 4 und 10 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region eine zusätzliche Prüfung oder zusätzliche Informationen zu liefern sind, verfügt der Antragsteller über eine Frist von achtzehn Monaten, um die zusätzliche Prüfung oder die zusätzlichen Informationen per Einsendung oder per Aushändigung gegen eine Empfangsbescheinigung abzugeben.»

Art. 3 - In Unterartikel 8 des Artikels 170 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. In Paragraph 2, Absatz 1 wird das Wort "und" durch die Wörter "und der Projekte, die" ersetzt.

2. Der Absatz 2 des Paragraphen 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Bei der Bestimmung der Projekte, die entweder einer Umweltverträglichkeitsprüfung, oder einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit unterliegen, berücksichtigt die Regierung die in der Anlage des vorliegenden Dekrets erwähnten relevanten Auswahlkriterien.»

3. In Paragraph 3 wird der Punkt 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° die Genehmigungsanträge bezüglich der nicht in Paragraph 2, Absatz 1 erwähnten Projekte, die beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben können;».

Art. 4 - In Unterartikel 9 des Artikels 170 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. Die Absätze 2 und 3 des Paragraphen 2 werden außer Kraft gesetzt.

2. Ein neuer Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 3. Die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten mindestens folgende Informationen:

1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Gelände, Planung und Größe enthält;

2° die zur Identifizierung und Bewertung der hauptsächlichen Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben kann, erforderlichen Angaben;

3° eine Beschreibung der zur Vermeidung und Verringerung der schwerwiegenden negativen Auswirkungen und, wenn möglich, zu deren Abhilfe in Aussicht genommenen Maßnahmen;

4° eine Skizze der wichtigsten Ersatzlösungen, die von dem Antragsteller untersucht wurden, und die Angabe der hauptsächlichen Gründe für seine Wahl in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt;

5° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben erwähnten Punkte.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen die zuständige Behörde, falls diese von dem Antragsteller ersucht wird, ein Gutachten über die in der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder in der Umweltverträglichkeitsprüfung zu liefernden Informationen abgibt.»

Art. 5 - In Unterartikel 14 des Artikels 170 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 wird das Wort "Umweltverträglichkeitsprüfung" durch die Wörter "Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt" ersetzt.

2. In demselben Absatz wird der Punkt 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit und die Umweltverträglichkeitsprüfung werden veröffentlicht;».

3. In demselben Absatz, Punkt 2° werden die Wörter "für die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte" zwischen die Wörter "wird" und "auf" eingefügt.

Art. 6 - In Unterartikel 15 des Artikels 170 desselben Dekrets werden die Wörter "entweder die Bewertungsnotiz, oder" zwischen die Wörter "beinhaltet" und "das Original" eingefügt.

Art. 7 - In § 1 des Unterartikels 16 des Artikels 170 desselben Dekrets werden die Wörter "entweder der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit, oder" zwischen die Wörter "unter Beifügung" und "der Umweltverträglichkeitsprüfung" eingefügt.

Art. 8 - In Artikel 170 desselben Dekrets werden die Wörter "Titel III - Umweltverträglichkeitsprüfungen" gestrichen und die Titel IV und V werden die Titel II und IV.

Art. 9 - In Artikel 177 desselben Dekrets werden die Wörter "dem Artikel 41" durch die Wörter "den Artikeln 40, 41 und 95" ersetzt.

Art. 10 - Das vorliegende Dekret tritt zur gleichen Zeit wie das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL
Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE
Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2001-2002.*
Dokumente des Rats 361 (2001-2002) Nrn. 1 bis 3.
Ausführliches Sitzungsprotokoll – öffentliche Sitzung vom 26. Juni 2002
Diskussion – Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 2551

[C – 2002/27641]

4 JULI 2002. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 12 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt gewijzigd als volgt :

Het eerste en het tweede lid worden vervangen als volgt :

« Als een bestaande inrichting die niet voorkomt in de nomenclatuur van hoofdstuk II, Titel I, van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 tot goedkeuring van Titel I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en die niet onderworpen is aan een vergunning krachtens de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen, aan het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, aan het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water en aan het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, opgenomen is op de lijst die de Regering vastlegt overeenkomstig artikel 4, derde lid, dient de exploitant, zodra het besluit van de Regering tot vastlegging van die lijst in werking treedt, de vergunningsaanvraag in of doet hij de vereiste aangifte binnen twee jaar als de bestaande inrichting ingedeeld is in klasse 1, of binnen negen maanden als ze ingedeeld is in klasse 2 of 3.

Als een bestaande inrichting op de lijst staat of als een inrichting van klasse 3 ingedeeld is in klasse 1 of 2 nadat de Regering de lijst van de ingedeelde installaties en activiteiten heeft gewijzigd, dient de exploitant, zodra het besluit van de Regering tot wijziging van die lijst in werking treedt, de vergunningsaanvraag in of doet hij de vereiste aangifte binnen twee jaar als de bestaande inrichting ingedeeld is in klasse 1 of binnen negen maanden als ze ingedeeld is in klasse 2 of 3.

De exploitatie mag voortgezet worden tijdens de termijn bedoeld in het eerste en het tweede lid en, in het geval van een aan een vergunning onderworpen inrichting, tot de kennisgeving van de definitieve beslissing betreffende de vergunningsaanvraag. »

Art. 2. In artikel 20 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt na het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« In afwijking van het tweede lid en wanneer een bijkomend onderzoek of aanvullende gegevens worden vereist overeenkomstig de artikelen 8, § 4, en 10 van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest, beschikt de aanvrager over achttien maanden om het bijkomende onderzoek en de aanvullende gegevens per post toe te sturen of tegen ontvangstbewijs af te geven. »

Art. 3. Artikel 8 sub artikel 170 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. In § 2, eerste lid, wordt het voegwoord « en » vervangen door de woorden « en van de projecten die ».

2. Het tweede lid van § 2 wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt welke projecten aan een milieueffectonderzoek of -rapportering onderworpen worden op grond van de relevante selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij dit besluit. »

3. In § 3 wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° de vergunningsaanvragen voor projecten die aanzienlijke milieueffecten zouden kunnen hebben en niet vermeld worden in § 2, eerste lid; ».

Art. 4. Artikel 9 sub artikel 170 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. Het tweede en het derde lid van § 2 worden opgeheven.

2. Er wordt een nieuwe § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De milieueffectrapportering of het milieueffectonderzoek bevat minstens de volgende gegevens :

1° een omschrijving van het project, met gegevens over de site, het ontwerp en de omvang ervan;

2° de vereiste gegevens m.b.t. de opsporing en de evaluatie van de voornaamste milieueffecten van het project;

3° een omschrijving van de geplande maatregelen om ernstige negatieve effecten te voorkomen en te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;

4° een overzicht van de voornaamste alternatieve oplossingen die de aanvrager heeft onderzocht en een opgave van de voornaamste redenen voor zijn keuze, rekening houdende met de milieueffecten;

5° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde gegevens. ».

Als de aanvrager de bevoegde overheid om advies vraagt over de in het kader van de milieueffectrapportering of van het milieueffectonderzoek te verstrekken informatie, bepaalt de Regering hoe het advies moet worden uitgebracht.

Art. 5. Artikel 14 sub artikel 170 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. In het eerste lid wordt het woord « effectonderzoek » vervangen door het woord « milieueffectbeoordeling ».

2. In hetzelfde lid wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° de niet-technische samenvatting, de milieueffectrapportering en het milieueffectonderzoek worden openbaar gemaakt; »

3. In hetzelfde lid, 2°, worden de woorden « voor projecten die onderworpen zijn aan een milieueffectonderzoek » ingevoegd tussen de woorden « onderzoek » en « duurt ».

Art. 6. In artikel 15 sub artikel 170 van hetzelfde decreet worden de woorden « ofwel de milieueffectrapportering, ofwel » ingevoegd tussen de woorden « bevat » en « het onderzoek ».

Art. 7. In artikel 16, § 1, sub artikel 170 van hetzelfde decreet worden de woorden « ofwel de milieueffectrapportering, ofwel » ingevoegd tussen de woorden « samen met » en « het effectonderzoek ».

Art. 8. In artikel 170 van hetzelfde decreet worden de termen « Titel III – Milieueffectonderzoeken » geschrapt en worden Titel IV en V respectievelijk Titel III en IV.

Art. 9. In artikel 177 van hetzelfde decreet worden de termen « artikel 41 » vervangen door de termen « de artikelen 40, 41 en 95 ».

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op dezelfde datum als het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 juli 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad 361 (2001-2002), Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 juni 2002.

Bespreking - Stemming.